



PREFET DU TARN

**DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,  
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT**  
Unité inter-départementale Tarn-Aveyron

ICPE n° 2019-0030

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE**

**à l'encontre de la société SARL Les Granits de Sept\_Faux,  
3, rue de l'Arc Boisé – 81100 Castres,  
pour respecter certaines dispositions réglementaires concernant  
l'exploitation de la carrière de granite sise lieux-dits  
*le Plo du Sidobre, Fombals et Martoulet*  
du territoire de la commune de Saint-Salvy de la Balme**

Le préfet du Tarn,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 23 août 2016, portant nomination de Monsieur Jean-Michel MOUGARD en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du Président de la République du 28 mai 2018, portant nomination de Monsieur François PROISY en qualité de sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2018 donnant délégation de signature à Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 3 juin 2016, au bénéfice de la SARL Les Granits de Sept-Faux, autorisant le renouvellement de l'autorisation d'exploiter et l'extension d'une carrière de granite située lieux-dits *le Plo du Sidobre, Fombals et Martoulet* sur le territoire de la commune de Saint-Salvy de la Balme ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 juin 2018, fixant des prescriptions complémentaires à l'arrêté du 3 juin 2016 susvisé ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 16 octobre 2017, transmis le 19 octobre 2017 à l'exploitant, faisant suite à la visite d'inspection du 6 octobre 2017 de la carrière susvisée ;

- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 16 janvier 2019 relevant l'absence de la levée de tous les écarts constatés lors de la visite d'inspection du 6 octobre 2017 de la carrière susvisée ;
- Vu** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

**Considérant** que tous les écarts précisés dans le rapport de l'inspection des installations classées du 16 octobre 2017, transmis le 19 octobre 2017 à l'exploitant, faisant suite à la visite d'inspection du 6 octobre 2017, n'ont pas été levés ;

**Considérant** que depuis le mois d'octobre 2017, l'exploitant avait le temps nécessaire à la résolution de tous les écarts relevés dans le rapport du 16 octobre 2017 précité ;

**Considérant** que ce constat constitue un manquement aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 juin 2016 susvisé et un risque pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la SARL Les Granits de Sept-Faux de respecter les prescriptions réglementaires de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 juin 2016 dont elle est bénéficiaire, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, l'exploitant a été destinataire du projet d'arrêté de mise en demeure et du rapport associé visant à l'informer de ses obligations en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement, et a disposé de 15 jours pour faire part de ses observations à l'autorité administrative ;

*Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Tarn,*

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

La SARL Les Granits de Sept-Faux sise 3, rue de l'Arc Boisé – 81100 Castres, exploitant la carrière de granite située lieux-dits *le Plo du Sidobre, Fombals* et *Martoulet* du territoire de la commune de Saint-Salvy de la Balme, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé du 3 juin 2016 suivantes :

<b>Point de la fiche de constats annexé au rapport du 16 octobre 2017</b>	<b>Référence de l'article</b>	<b>Thème</b>	<b>Délai</b>
2	AP 2	Bornage du périmètre de l'autorisation.	2 mois
3	AP 4 et SP 1	Accès à la voirie et gestion des accès Signalisation sur la RD 66. Contrôle accès Sud de la carrière (au niveau de la parcelle 1730)	3 mois

<b>Point de la fiche de constats annexé au rapport du 16 octobre 2017</b>	<b>Référence de l'article</b>	<b>Thème</b>	<b>Délai</b>
5	CE 6, SP 2 et ME 1	Stockage de stériles de granite en dehors des zones autorisées (au Nord, hors périmètre sur les parcelles 670 et 1725 et le long de la route menant à Fombals, à moins de 10 m de celle-ci, sur la parcelle 1671). Conservation des boisements périphériques.	2 mois
8	PP 3	Analyses des eaux rejetées dans le milieu naturel.	2 mois
9	PP 6	Plan schématique à afficher à l'entrée du site pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers.	2 mois
10	PP 8	Bruits : contrôle des niveaux sonores dans la première année de chaque phase d'exploitation.	2 mois

dans les **délais indiqués** à compter de la notification du présent arrêté.

#### **Article 2 :**

Si au terme des délais fixés à l'article 1, l'exploitant n'a pas déféré à la présente mise en demeure, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application des dispositions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

#### **Article 3 :**

En application de l'article L.171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction

Conformément à l'article R.421-1 du code de la justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois suivant sa notification, soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>

#### **Article 4 :**

En application de l'article R.171-1 du code de l'environnement, les mesures de police administrative prévues aux articles L.171-7 et au I de l'article L.171-8 du code de l'environnement sont publiées sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 5 :** Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Saint-Salvy-de-la-Balme pour être communiquée à toute personne qui en ferait la demande et pour affichage pendant une durée minimale de 1 mois. Un procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé au préfet par le maire de Saint-Salvy-de-la-Balme.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Tarn pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture du Tarn ; le sous-préfet du Castres, le maire de Saint-Salvy-de-la-Balme ainsi que le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Fait à Albi, le 19 FEV. 2019

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet de Castres,

  
François PROISY